

Accord avec le Mercosur : Pas à n'importe quel prix

L'Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort demande au Conseil fédéral de tenir compte des intérêts du secteur agroalimentaire et des consommateurs suisses. Il ne s'agit pas de suivre aveuglement l'Union européenne et de conclure à n'importe quel prix un accord de libre-échange avec le Mercosur.

Après plus de 20 ans de négociations, l'Union européenne et les pays du Mercosur ont conclu vendredi 28 juin un traité de libre-échange. La Suisse, par le biais de l'Association européenne de libre-échange tente également de parvenir un accord. L'ASSAF rappelle que les exportations vers les pays du Mercosur ne représentent que 1,5% du total des exportations suisses. Les pays du Mercosur, en particulier le Brésil et l'Argentine, sont des puissances agroalimentaires mondiales. Le Brésil est le premier exportateur mondial de viande de volaille, de sucre et de soja. L'agriculture et le secteur agroalimentaire suisse ne peuvent pas rivaliser avec de tels concurrents au bénéfice de structures bien plus grandes et d'un niveau d'exigences en matière de protection des animaux et de l'environnement beaucoup plus bas. L'ASSAF rappelle que ce ne sont pas uniquement les 52'000 exploitations agricoles suisses qui sont en jeu, mais également le secteur la transformation. La progression des importations alimentaires se fera avec des produits partiellement transformés ce qui touche également des places de travail dans ce domaine. Un accord avec le Mercosur ne permettra pas à l'agriculture et au secteur agroalimentaire suisse de baisser ses coûts de production.

L'ASSAF demande au Conseil fédéral d'accorder de l'importance aux indications géographiques protégées. L'Union européenne a réussi à assurer la protection de certaines indications géographiques dans l'accord conclu avec le Mercosur. La Suisse doit impérativement faire de même pour ses 37 AOP et IGP. D'autre part, il s'agit d'être particulièrement vigilant en ce qui concerne les produits sensibles, notamment la viande de bœuf, le poulet, les céréales, les oléagineux et le sucre.

Au vu de la forte volonté populaire d'une transition vers une économie plus durable, limitant ses impacts sur l'environnement, il se pose la question si des traités de libre-échange, comme celui que viennent de conclure l'UE et le Mercosur, sont encore d'actualité. Un accord de libre-échange qui augmentera sensiblement les transports ainsi que les surfaces de soja et les pâturages, au détriment de la forêt tropicale, favorise le réchauffement climatique. L'ASSAF rappelle que l'article 104a de notre Constitution prévoit que les relations commerciales transfrontalières doivent contribuer au développement durable. Si l'accord entre l'association européenne de libre-échange dont la Suisse fait partie et le Mercosur ne satisfait pas à ces conditions, il s'agira de s'y opposer.

L'Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort (ASSAF) est une plateforme active du secteur agroalimentaire suisse. Elle compte près de 70 membres actifs dans la chaîne de valeur ajoutée. L'ASSAF s'engage pour une agriculture suisse productive et une industrie agroalimentaire forte. Les entreprises et associations sectorielles membres de l'ASSAF génèrent un chiffre d'affaire total annuel de plus de 16 milliards de CHF par an employant plus de 160'000 personnes.

Berne, le 2 juillet 2019

*Renseignements : Hans Jörg Rüegsegger, Président ASSAF-Suisse, Riggisberg, 079 393 87 50
David Rüetschi, Secrétaire général ASSAF-Suisse, Lausanne, 079 677 82 12*